



Division Commerce Extérieur

80, Avenue des Terroirs de France
75607 Paris cedex 12

Dossier suivi par : K. TARASSENKO/A.M. LEPAINGARD

☎ : 01.44.68.58.38/ 58.40

NOTE AUX OPERATEURS n° 27 / 2006

THEME : Certificats d'importation – Produits Laitiers

OBJET : Importations sur la base d'un certificat d'importation couvert par un IMA1 (Inward Monitoring Arrangement) – Beurre néo-zélandais

Règlement (CE) n°2535/2001 – Régime d'importation du lait et des produits laitiers et ouverture des contingents tarifaires – Articles 24 à 42

Règlement (CE) n°2020/2006 de la Commission du 22 décembre 2006 paru au JOUE L 384 du 29 décembre 2006 modifiant le R(CE) n°2535/2001 concernant la gestion du contingent tarifaire OMC pour le beurre néo-zélandais

La présente note a pour objet de vous informer des démarches administratives à suivre pour obtenir la délivrance des certificats d'importation pour le beurre néo-zélandais.

J'attire votre attention sur le fait, que seuls les importateurs agréés par l'Office de l'Élevage pour la période du 1^{er} juillet n / 30 juin n+1, sont habilités à déposer des demandes de certificats à l'Office de l'Élevage. Pour le contingent ouvert au 1^{er} janvier 2007, l'agrément a été délivré en juin 2006 pour la période 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007.

I – CONTINGENTS TARIFAIRES – PARTIE A et PARTIE B (Annexe 1)

Les contingents sont divisés en deux parties comme repris à l'annexe 1 de la présente note.

Le contingent n°09.4195, dénommé **Partie A**, ouvert au 1^{er} janvier 2007 est réservé aux importateurs agréés qui peuvent prouver qu'ils ont effectué des importations en 2006 au titre du contingent n°09.4589.

Il sera ouvert au 1^{er} janvier 2008 aux importateurs agréés qui auront importé entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 décembre 2007 dans le cadre d'un des contingents 09.4589, 09.4195 et 09.4182. Pour les années contingentaires suivantes, les opérateurs agréés devront avoir importé au titre de d'un des trois contingents précités au cours des 24 mois précédant le mois de novembre de l'année (n-1) pour demander des certificats d'importation valides pour l'année contingentaire (n).

Le contingent n°09.4182, dénommé **Partie B**, est réservé aux opérateurs agréés qui peuvent prouver qu'ils ont importé dans la Communauté ou exporté à partir de la Communauté au moins 100 tonnes de produits laitiers du chapitre 04 de la nomenclature combinée, en 4 opérations minimum durant la période de 12 mois précédant le mois de novembre de l'année (n-1) pour demander des certificats d'importation valides pour l'année contingentaire (n).

Pour les contingents 2007 et 2008, la période de 12 mois s'entend respectivement comme les années civiles 2006 et 2007.

Les preuves des activités commerciales visées ci-dessus sont valables pour les deux semestres de l'année contingentaire. Ces preuves sont apportées au moyen des déclarations douanières d'importation pour la partie A et des déclarations d'importation ou d'exportation pour la partie B comportant le nom et l'adresse du demandeur (case 8 pour l'export et case 2 pour l'import) et dûment visées par les autorités douanières.

II – DEMANDES DE CERTIFICATS

2.1. – la période autorisée de dépôt

- ***Période contingentaire 2007 :***

La demande peut être déposée dans les quinze premiers jours de janvier 2007, du **mardi 02 janvier au lundi 15 janvier 2007** pour la période allant jusqu'au 30 juin et les 10 premiers jours de juin pour la période 1^{er} juillet au 31 décembre 2007 par les seuls importateurs agréés par l'Office de l'Elevage .

- ***Période contingentaire 2008 :***

- les dix premiers jours du mois de janvier pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008
- les dix premiers jours de juin pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre

- ***Pour les périodes contingentaires suivantes :***

- les dix premiers jours du mois de novembre de l'année (n-1) pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin (n) (exemple : à partir de novembre 2008 pour les contingents s'ouvrant le 1^{er} janvier 2009)
- les dix premiers jours de juin pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre

Toute révocation ou modification d'une demande doit intervenir au plus tard le dernier jour de dépôt des demandes avant 13 heures. Les demandes parvenues après ce délai ne sont pas prises en compte.

2.2. – la demande de certificat

La demande de certificat doit être adressée à la « **Division Commerce Extérieur – Bureau des certificats – 80 Avenue des Terroirs de France 75012 PARIS (4^{ème} étage)** », par courrier, télécopie ou porteur. Un modèle de demande de certificat est présenté en annexe 2. Elle ne peut être déposée que dans l'Etat membre où l'opérateur a été agréé.

Elle doit être accompagnée de l'original du certificat IMA1 (voir 2.4.) et comporter le n° d'agrément de l'opérateur. La demande de certificat et une copie de l'IMA1 sont transmises par l'Office à la Commission européenne le jour même de leur présentation avant 18H00. Après enregistrement de la demande, l'Office conserve l'original du certificat IMA1.

Le demandeur doit présenter à l'appui de sa demande tous les documents pouvant ses activités commerciales reprises au point I.

Si une demande porte sur plus d'un code NC, elle doit indiquer la quantité demandée pour chaque code.

Pour être recevables, les demandes de certificats d'importation peuvent couvrir par demandeur :

Partie A :

- pour l'année contingentaire 2007, 125 % au maximum de la quantité des produits qu'il a importés en 2006 au titre du contingent 09.4589
- pour l'année contingentaire 2008, 125% au maximum de la quantité totale des produits qu'il a importés en 2006 et 2007 au titre des contingents 09.4589, 09.4195 et 09.4182

- pour les années contingentaires suivantes, 125% au maximum des quantités qu'il a importées au titre des contingents 09.4589, 094195 ou 09.4182 au cours des 24 mois précédant le mois de novembre antérieur à l'année contingentaire.

Partie B :

- 20 tonnes au minimum et 10% au maximum de la quantité disponible pour la sous-période

Sous réserve qu'ils respectent les conditions d'admissibilité, les demandeurs peuvent introduire des demandes simultanément au titre des deux parties du contingent. Les demandes de certificats doivent être séparées pour la partie A et pour la partie B.

2.3. – la garantie

L'acceptation de la demande de certificat est subordonnée à la constitution d'une garantie. Le taux de garantie est fixé à **35 euros par 100 kg nets de produit**. Si vous disposez d'un compte permanent, il vous appartient de vérifier que celui-ci est suffisamment approvisionné.

2.4. – le certificat IMA1

Le certificat IMA1 doit être établi conformément aux règles reprises aux articles 29 à 33 du règlement (CE) n°2535/2001. La période de validité du certificat IMA1 s'étend de la date de sa délivrance jusqu'au dernier jour de la période contingentaire annuelle d'importation.

L'Office de l'Elevage s'assure que la fin de validité ne dépasse pas le 31 décembre de l'année d'importation pour laquelle lui est présentée une demande de certificat d'importation.

Les circonstances dans lesquelles un certificat IMA1 peut être annulé, modifié, remplacé ou corrigé figurent en annexe VIII du R(CE) n°2535/2001.

2.5. – Communications à la Commission

Les demandes introduites pour chacun des produits concernés sont communiquées à la Commission au plus tard le 3^{ème} jour ouvrable suivant celui de la fin de la période de dépôt des demandes.

III - MODALITES DE GESTION DES CERTIFICATS

3.1. – la délivrance

La Commission décide, dans un délai de 5 jours ouvrables après la période de notification visée au point 2.5., dans quelle mesure il peut être donné suite aux demandes. Lorsque les quantités demandées n'excèdent pas les quantités disponibles, aucune décision n'est prise par la Commission et les certificats sont délivrés pour les quantités demandées.

Dans le cas où les demandes de certificats dépassent la quantité disponible pour la période contingentaire, la Commission applique un coefficient d'attribution uniforme aux quantités sur lesquelles porte la demande. Si l'application du coefficient donne lieu à l'attribution de certificats pour moins de 20 tonnes, un tirage au sort est effectué pour les quantités disponibles afin d'attribuer des certificats de 20 tonnes aux demandeurs auxquels auraient été attribuées moins de 20 tonnes. Dans le cas où après constitution des lots de 20 tonnes, il reste une quantité inférieure à 20 tonnes, celle-ci est considérée comme un lot.

Le certificat est délivré au plus tard 5 jours ouvrables après la décision de la Commission susvisée. L'original du certificat IMA1 est conservé par l'Office de l'Elevage. Une copie dûment authentifiée est remise à l'importateur avec le certificat d'importation.

Si plusieurs codes NC ont été demandés sur la même demande, un certificat est délivré pour chacun d'eux.

3.2. – la durée de validité du certificat

Le certificat ne peut être utilisé qu'à partir du jour de sa délivrance et jusqu'à la fin de sa période de validité. Il est valable jusqu'au dernier jour du semestre (le 30 juin ou le 31 décembre selon la sous-période contingente).

3.3. – la cession des droits découlant du certificat

Pendant la durée de validité du certificat, le titulaire peut céder ses droits pour tout ou partie des quantités non utilisées aux seuls importateurs agréés. La demande de cession doit faire apparaître le numéro d'agrément du cessionnaire.

3.4. – l'utilisation du certificat

Le certificat d'importation et une copie dûment authentifiée du certificat IMA1 doivent être présentés lors de l'accomplissement des formalités douanières d'importation afin de permettre à l'agent des douanes d'imputer les quantités importées. Ces documents peuvent être utilisés dans un État-membre autre que celui de leur délivrance.

3.5. – les obligations liées aux certificats

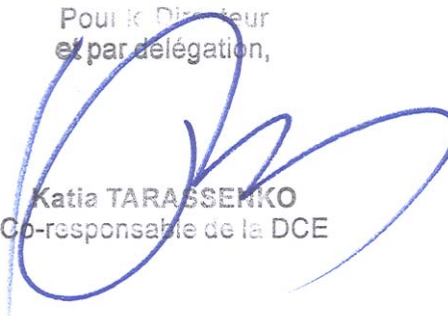
Le certificat oblige le titulaire à importer, au moins 95 % de la quantité du produit indiqué en cases 15 et 16 pendant la durée de validité. La quantité importée ne peut être supérieure à celle qui est indiquée dans les cases 17 et 18 du certificat d'importation.

Le produit est considéré importé lorsque l'accomplissement des formalités douanières d'importation a eu lieu pendant la durée de validité du certificat.

Les certificats doivent revenir à l'Office de l'Elevage, imputés ou non, dans les 2 mois suivant leurs fins de validité.

La présente note a pour objet d'indiquer les règles applicables aux demandes actuelles de certificats. Elle n'a d'autre but que d'aider les opérateurs dans leurs démarches. Compte tenu des possibilités d'évolution de la réglementation communautaire et de l'impossibilité d'être exhaustif, elle ne saurait être opposée à l'Office de l'Elevage quant à sa façon de traiter les documents. En cas de litige, seule fait foi la réglementation communautaire en vigueur.

Les notes aux opérateurs rédigées par la Division Commerce Extérieur sont disponibles sur le site Internet de l'Office de l'Elevage: www.office-elevage.fr (rubrique Informations/Infos CE/Notes aux opérateurs 2006).

Pour le Directeur
et par délégation,

Katia TARASSENKO
Co-responsable de la DCE

REGLEMENT (CE) n° 2535/2001, Annexe III partie A**CONTINGENTS TARIFAIRES DANS LE CADRE DES ACCORDS GATT/OMC
BEURRE NEO-ZELANDAIS
(Année GATT/OMC)**

Code NC	Désignation des marchandises	Pays d'origine	Contingent (quantité en tonnes)				Taux du droit à l'importation	
			Annuel 1 ^{er} janvier – 31 décembre	Contingent maximal semestriel	Partie A 09.4195	Partie B 09.4182		
Ex 0405 10 11 Ex 0405 10 19	Beurre d'au moins 6 semaines*, d'une teneur en poids de matières grasses égale ou supérieure à 80% mais inférieure à 82%, obtenu directement à partir de lait ou de crème, sans recours à des matériels stockés, selon un processus unique, autonome et ininterrompu	Nouvelle Zélande	77 402	01/01/2007 au 30/06/2007	42 572	23 415	19 157	86,88
Ex 0405 10 30	Beurre d'au moins 6 semaines*, d'une teneur en poids de matières grasses égale ou supérieure à 80% mais inférieure à 82%, obtenu directement à partir de lait ou de crème, sans recours à des matériels stockés, selon un processus unique, autonome et ininterrompu qui est susceptible d'impliquer que la crème passe par un stade de concentration de la matière grasse butyrique et/ou de fractionnement de cette matière grasse (les procédés dénommés « Ammix » et « Tartinable »)			01/07/2007 au 31/12/2007	34 830	19 156	15 674	
				A partir de janvier 2008	38 701	21 286	17 415	

* Par désignation « d'au moins 6 semaines », il faut entendre au moins 6 semaines à la date où une déclaration de mise en libre pratique est présentée aux autorités douanières.

**DEMANDE DE CERTIFICAT(S) D'IMPORTATION SOUS COUVERT D'UN CERTIFICAT IMA 1
(NOUVELLE ZELANDE)**

IMPORTANT : Ce document doit être envoyé en un seul exemplaire. La demande peut être adressée par courrier, porteur, ou par télécopie au n° 01-44-68-58-32 (attention ce numéro est exclusivement réservé aux demandes de certificats).

Titulaire :

Nom de l'entreprise : _____

Personne à joindre : _____

Adresse : _____

Tél : _____

Fax : _____

Caution (cocher la case correspondante) : individuelle permanente **N° d'Opérateur :****N° d'agrément :**

En cas de caution individuelle, merci de joindre une télécopie de ce document en même temps que votre demande, et de nous fournir l'original avant la date de délivrance du ou des certificat(s).

IMA 1 N° (joindre un original)	N° de Contingent	code NC (8 chiffres)	dénomination du produit	quantité demandée en Kg	pays de provenance	pays d'origine	montant de la garantie	N° du certificat à remplir par l'Office de l'Elevage
Délivré le			Beurre originaire de Nouvelle-Zélande décrit à l'annexe III A du R(CE) n°2535/2001			Nouvelle- Zélande		

Adresse de retour des certificats :Vos remarques particulières :

Cachet, signature

date : _____

N.B. : Afin d'éviter tout risque de double délivrance d'un certificat, toute confirmation ou modification d'une demande déjà transmise, doit porter de manière non ambiguë, une mention indiquant qu'il s'agit d'une confirmation ou d'une modification d'une demande déjà déposée ainsi que le mode de transmission de la demande initiale (courrier, télécopie ou porteur), la date et éventuellement l'heure de cette dernière. Par ailleurs, elles doivent être faites au plus tard à 13 heures le dernier jour de dépôt autorisé.

RÈGLEMENT (CE) N° 2020/2006 DE LA COMMISSION**du 22 décembre 2006****modifiant le règlement (CE) n° 2535/2001 concernant la gestion du contingent tarifaire OMC pour le beurre néo-zélandais**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 1255/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers ⁽¹⁾, et notamment son article 29, paragraphe 1,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (CE) n° 2535/2001 de la Commission du 14 décembre 2001 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1255/1999 du Conseil en ce qui concerne le régime d'importation du lait et des produits laitiers et l'ouverture de contingents tarifaires ⁽²⁾ établi en particulier des dispositions relatives au «beurre néo-zélandais», visé à l'article 25, paragraphe 1, second alinéa, dudit règlement.
- (2) La Cour de justice des Communautés européennes, dans son arrêt du 11 juillet 2006, dans l'affaire C-313/04 *Franz Egenberger GmbH Molkerei und Trockenwerk contre Bundesanstalt für Landwirtschaft und Ernährung*, a estimé que: «L'article 35, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 2535/2001 de la Commission du 14 décembre 2001 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1255/1999 du Conseil en ce qui concerne le régime d'importation du lait et des produits laitiers et l'ouverture de contingents tarifaires, est invalide en tant qu'il dispose que les demandes de certificat d'importation pour du beurre néo-zélandais à droits réduits ne peuvent être déposées qu'auprès des autorités compétentes du Royaume-Uni»; et que «les articles 25 et 32 du règlement (CE) n° 2535/2001, lus en combinaison avec les annexes III, IV et XII de ce même règlement, sont invalides dans la mesure où ils permettent une discrimination dans la délivrance des certificats d'importation pour du beurre néo-zélandais à droits réduits.»
- (3) Il est nécessaire de mettre en place de nouvelles dispositions pour la gestion des contingents tarifaires à compter du 1^{er} janvier 2007, garantissant aux importateurs un accès non discriminatoire au contingent conformément à l'arrêt de la Cour dans l'affaire C-313/04.
- (4) Afin de garantir la stabilité des échanges tout en ouvrant progressivement la totalité du contingent à tous les

opérateurs intéressés, il conviendrait de gérer le contingent selon la méthode visée à l'article 29, paragraphe 2, troisième tiret, du règlement (CE) n° 1255/1999. Il y a donc lieu de diviser le contingent entre les importateurs traditionnels et les nouveaux venus. Il convient de faire en sorte que la partie réservée aux importateurs traditionnels soit gérée en tenant compte des échanges antérieurs au titre du même contingent et que la partie allouée aux nouveaux venus soit gérée par un examen simultané des certificats.

- (5) Étant donné la nécessité de garantir l'authenticité des demandes de certificat d'importation, de prévenir la spéculation et d'assurer une utilisation maximale du contingent, il convient que chaque demandeur, au titre de la partie du contingent allouée aux nouveaux venus, demande une quantité minimale et que les demandes se limitent à 10 % de la quantité disponible. Pour les mêmes raisons, il y a lieu de fixer des critères pour permettre la participation au contingent; en particulier, il convient que le contingent soit ouvert aux opérateurs qui justifient d'un certain niveau d'activité commerciale dans le secteur laitier. Afin de garantir une plus grande égalité d'accès au contingent alloué aux nouveaux venus, il y a lieu d'autoriser chaque demandeur à solliciter une quantité maximale.
- (6) Il convient de fixer le taux de garantie de telle sorte que seuls les opérateurs véritables introduisent des demandes au titre du contingent. Il y a donc lieu d'adopter le taux de garantie qui est applicable pour la gestion des contingents visés au titre 2, chapitre I, du règlement (CE) n° 2535/2001.
- (7) Afin d'éviter que des certificats ne soient délivrés pour des quantités qui ne sont pas économiquement viables, une procédure de tirage au sort est prévue au cas où des certificats seraient délivrés pour des quantités inférieures à vingt tonnes.
- (8) Il convient que les importations de beurre néo-zélandais respectent certaines exigences en matière de qualité et de composition énoncées au règlement (CE) n° 2535/2001. Afin d'attester la conformité à ces exigences et de prouver l'origine des produits, il convient de prévoir que l'opérateur présente le certificat IMA 1 au moment de l'importation.
- (9) Le comité de gestion du lait et des produits laitiers n'a pas émis d'avis dans le délai imparti par son président,

⁽¹⁾ JO L 160 du 26.6.1999, p. 48. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1913/2005 (JO L 307 du 25.11.2005, p. 2).

⁽²⁾ JO L 341 du 22.12.2001, p. 29. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 926/2006 (JO L 170 du 23.6.2006, p. 8).

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Le règlement (CE) n° 2535/2001 est modifié comme suit:

1) L'article 9 est remplacé par le texte suivant:

«Article 9

Avant le 1^{er} juin, l'autorité compétente informe les demandeurs du résultat de la procédure d'agrément et, le cas échéant, du numéro de l'agrément. L'agrément est valable une année.»

2) Les articles 24 et 25 sont remplacés par le texte suivant:

«Article 24

1. La présente section s'applique aux importations dans le cadre des contingents tarifaires spécifiés par pays d'origine et visés à la liste CXL figurant à l'annexe III. B.

2. Les droits à appliquer et les quantités maximales à importer par période de contingent tarifaire d'importation sont indiqués à l'annexe III. B.

Article 25

1. Un certificat d'importation pour les produits énumérés à l'annexe III. B au taux du droit indiqué n'est délivré que sur présentation d'un certificat IMA 1 correspondant, pour la quantité nette totale qui y figure.

Le certificat IMA 1 doit remplir les conditions fixées aux articles 29 à 33. Le certificat d'importation porte le numéro et la date de délivrance du certificat IMA 1 correspondant.

2. Le certificat d'importation peut uniquement être délivré après vérification par l'autorité compétente que les dispositions de l'article 33, paragraphe 1, point e), ont été respectées.

L'organisme émetteur des certificats transmet à la Commission une copie du certificat IMA 1 introduit avec chaque demande de certificat d'importation, le jour de son introduction et pour dix-huit heures (heure de Bruxelles) au plus tard.

L'organisme émetteur délivre le certificat d'importation le quatrième jour ouvrable suivant, pour autant que la Commission n'a pris aucune mesure particulière avant cette date.

L'organisme émetteur des certificats d'importation compétent conserve l'original de chaque certificat IMA 1 présenté.»

3) À l'article 26, paragraphe 2, le second alinéa est supprimé.

4) Les articles 34 à 39 sont remplacés par le texte suivant:

«Article 34

1. Les dispositions de la présente section s'appliquent aux importations de beurre néo-zélandais relevant des numéros de contingent 09.4195 et 09.4182 visés à l'annexe III. A.

2. Les dispositions des articles 27 et 30, de l'article 31, paragraphe 1, de l'article 32, paragraphes 2 et 3, et de l'article 33, paragraphe 1, points a) à d), s'appliquent.

3. Par la désignation "d'au moins six semaines", figurant dans la description du contingent du beurre néo-zélandais, on entend d'au moins six semaines à la date où une déclaration de mise en libre pratique est présentée aux autorités douanières.

4. Les contingents tarifaires, le droit à appliquer et les quantités maximales à importer durant chaque période ou sous-période de contingent tarifaire d'importation sont indiqués à l'annexe III. A.

Article 34 bis

1. Les quotas sont divisés en deux parties visées à l'annexe III. A:

a) Le contingent n° 09.4195 (ci-après dénommé partie A) est réparti entre les importateurs communautaires qui sont agréés conformément aux dispositions de l'article 7 et qui peuvent prouver:

i) pour l'année contingentaire 2007, qu'ils ont importé au titre du contingent 09.4589 durant 2006,

ii) pour l'année contingentaire 2008, qu'ils ont importé au titre de l'un des contingents 09.4589, 09.4195 ou 09.4182 pendant la période allant du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2007,

iii) pour les années contingentaires suivantes, qu'ils ont importé au titre de l'un des contingents 09.4589, 09.4195 ou 09.4182 au cours des 24 mois précédant le mois de novembre antérieur à l'année contingentaire;

b) Le contingent n° 09.4182 (ci-après dénommé partie B) est réservé aux demandeurs:

i) qui sont agréés conformément aux dispositions de l'article 7 ou

ii) pour la période de janvier à juin 2007, qui sont établis en Bulgarie et en Roumanie et qui se conforment aux dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 2018/2006 de la Commission ⁽¹⁾

et

iii) qui peuvent prouver que, durant la période de douze mois précédant le mois de novembre antérieur à l'année contingentaire, ils ont importé dans la Communauté et/ou exporté à partir de la Communauté du lait et des produits laitiers relevant du chapitre 04 de la nomenclature combinée pour un minimum de 100 tonnes en quatre opérations séparées au moins.

Toutefois, pour les années contingentaires 2007 et 2008, la période de douze mois considérée est, respectivement, l'année civile 2006 et l'année civile 2007.

2. Les preuves des activités commerciales visées au paragraphe 1, point a) et points b) ii) et iii) sont valables pour les deux semestres de l'année contingentaire.

3 Les demandes de certificats ne peuvent être déposées qu'au cours des dix premiers jours des mois suivants:

a) en janvier 2007 et 2008 pour la sous-période contingentaire janvier-juin; toutefois pour janvier 2007, les demandes de certificat peuvent être déposées durant les quinze premiers jours,

b) en novembre pour les sous-périodes contingentaires suivantes janvier-juin,

c) au mois de juin pour la sous-période contingentaire juillet-décembre.

4. Pour être recevables, les demandes de certificats d'importation peuvent couvrir par demandeur:

a) pour la partie A:

i) pour l'année contingentaire 2007, 125 % au maximum de la quantité des produits qu'il a importés en 2006 au titre du contingent 09.4589,

ii) pour l'année contingentaire 2008, 125 % au maximum de la quantité totale des produits qu'il a importés en 2006 et 2007 au titre des contingents 09.4589, 09.4195 et 09.4182,

iii) pour les années contingentaires suivantes, 125 % au maximum des quantités qu'il a importées au titre des contingents 09.4589, 09.4195 ou 09.4182 au cours des 24 mois précédant le mois de novembre antérieur à l'année contingentaire;

b) pour la partie B, 20 tonnes au minimum et 10 % au maximum de la quantité disponible pour la sous-période et à condition qu'il puisse prouver, à la satisfaction de l'autorité compétente de l'État membre concerné, qu'il remplit les conditions énoncées au paragraphe 1, point b).

Les preuves évoquées ci-dessus sont soumises au moment du dépôt des demandes de certificat.

Sous réserve qu'ils respectent les conditions d'admissibilité, les demandeurs peuvent introduire des demandes simultanément au titre des deux parties du contingent.

Les demandes de certificats doivent être séparées pour la partie A et pour la partie B.

La preuve des importations ou des exportations est fournie conformément à l'article 5, deuxième alinéa, du règlement (CE) n° 1301/2006.

5 Les demandes de certificats ne peuvent être déposées que dans l'État membre d'agrément. Elles doivent porter le numéro d'agrément de l'opérateur.

Article 35

Le taux de garantie visé à l'article 15, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1291/2000 est égal à 35 EUR par 100 kilogrammes nets de produit.

Article 35 bis

1. Les États membres communiquent à la Commission, au plus tard le troisième jour ouvrable suivant celui de la fin de la période de dépôt des demandes, les demandes introduites pour chacun des produits concernés.

2. Cette communication comprend les quantités demandées pour chaque numéro du contingent, ventilées par code de la nomenclature combinée.

⁽¹⁾ Voir page 46 du présent Journal officiel.

3. La Commission décide, dans un délai de cinq jours ouvrables après la période de notification visée au paragraphe 1, dans quelle mesure il peut être donné suite aux demandes. Lorsque les quantités demandées ne dépassent pas les quantités contingentaires disponibles, aucune décision n'est prise par la Commission et les certificats sont délivrés pour les quantités demandées.

Dans le cas où les demandes de certificats pour un sous-contingent dépassent la quantité disponible pour la période contingente en question, la Commission applique un coefficient d'attribution uniforme aux quantités sur lesquelles porte la demande. La partie de la garantie correspondant aux quantités non allouées est libérée.

Dans le cas où, pour l'un des sous-contingents, l'application du coefficient d'attribution donnerait lieu à l'attribution de certificats pour moins de vingt tonnes par demande, les quantités correspondantes disponibles sont adjudgées par l'État membre concerné par tirage au sort, pour les certificats portant sur vingt tonnes chacun, entre les demandeurs auxquels moins de 20 tonnes auraient été attribuées en cas d'application du coefficient d'attribution.

Dans le cas où après constitution des lots de vingt tonnes, il reste une quantité inférieure à vingt tonnes, celle-ci est considérée comme un lot.

La garantie relative aux demandes qui ne sont pas retenues dans le cadre de l'attribution par tirage au sort est immédiatement libérée.

4. Les certificats sont délivrés au plus tard cinq jours ouvrables après la décision visée au paragraphe 3.

5. Les certificats d'importation délivrés au titre du présent règlement sont valables jusqu'au dernier jour du semestre visé à l'annexe III. A.

6. Les certificats d'importation délivrés au titre de la présente section ne peuvent être transférés qu'aux personnes physiques ou morales qui sont agréées conformément à l'article 7. Lors de la demande de transfert, le cédant informe l'organisme émetteur du numéro d'agrément du cessionnaire.

Article 35 ter

La demande de certificat et le certificat comportent les références prévues à l'article 28, à l'exception des références au certificat IMA 1.

La demande de certificat peut comporter, dans la case 16, un ou plusieurs des codes NC énumérés à l'annexe III. A.

Le certificat comporte, dans la case 20, la période sous-contingente pour laquelle les certificats sont délivrés.

Si une demande de certificat indique plusieurs codes NC, elle doit préciser la quantité demandée pour chaque code, et un certificat distinct est délivré pour chacun d'entre eux.

Article 36

Lorsque le beurre néo-zélandais ne remplit pas les exigences en matière de composition, le bénéfice du contingent n'est pas octroyé pour la quantité totale faisant l'objet de la déclaration en douane correspondante.

Lorsqu'une déclaration de mise en libre pratique a été acceptée, les autorités douanières, après constatation de la non-conformité, prélèvent le droit d'importation fixé à l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil. À cette fin, un certificat d'importation à taux plein est délivré pour la quantité non-conforme.

La quantité n'est pas attribuée au certificat.

Article 37

1. Le taux de droit prévu à l'annexe III. A ne s'applique au beurre néo-zélandais importé au titre de la présente section que sur présentation de la déclaration de mise en libre pratique assortie d'un certificat d'importation, délivré conformément aux dispositions de l'article 35 bis, et d'un certificat IMA 1, visé à l'annexe X délivré par un organisme émetteur énuméré à l'annexe XII, qui prouve le respect des conditions d'admissibilité et l'origine du produit couvert par cette déclaration. Les autorités douanières indiquent le numéro d'ordre du certificat IMA 1 sur le certificat d'importation.

2. La quantité indiquée sur le certificat IMA 1 est égale à la quantité indiquée sur la déclaration douanière d'importation.

3. La période de validité du certificat IMA 1 s'étend de la date de sa délivrance jusqu'au dernier jour de la période contingente annuelle d'importation.

4. Le certificat d'importation peut être utilisé pour une ou plusieurs déclarations d'importation.

Article 38

Outre les conditions prévues à l'article 33, paragraphe 1, points a) à d), un organisme émetteur ne peut figurer à l'annexe XII que s'il s'engage à communiquer à la Commission l'écart-type de la teneur en matières grasses dans les mêmes conditions de fabrication, visé à l'annexe IV, point 1 e), du beurre néo-zélandais fabriqué par chaque producteur visé à l'annexe IV, point 1 a), conformément à chaque cahier des charges de l'acheteur.

Article 39

Les États membres notifient à la Commission, pour le 31 janvier suivant la fin d'une année contingentaire déterminée, les quantités mensuelles définitives et la quantité totale pour cette année contingentaire de produits pour lesquels des déclarations de mise en libre pratique ont été acceptées dans le cadre du contingent tarifaire visé au paragraphe 1 au cours de l'année contingentaire précédente.

La notification mensuelle est effectuée pour le dixième jour du mois suivant celui au cours duquel les déclarations de mise en libre pratique sont acceptées.»

- 5) L'annexe III. A est remplacée par l'annexe I du présent règlement.
- 6) Le texte figurant à l'annexe II du présent règlement est inséré en tant qu'annexe III. B.
- 7) À l'annexe IV, la partie «1. DÉFINITIONS» est modifiée comme suit:
- a) le point a) est remplacé par le texte suivant:

«a) “producteur”: un atelier d'usine ou une usine fabriquant, selon un procédé particulier, du beurre destiné à être exporté vers la Communauté dans le cadre des contingents tarifaires visés à l'annexe III. A»;

b) le point c) est remplacé par le texte suivant:

«c) “lot”: une quantité de beurre couverte par un certificat IMA 1 présenté aux autorités douanières compétentes en vue d'une mise en libre pratique dans le cadre des contingents tarifaires visés à l'annexe III. A»;

- 8) À l'annexe X, la formulation dans la case «CERTIFICAT» est remplacée par la formulation suivante:

«CERTIFICAT

Pour l'admission de certains beurres néo-zélandais soumis au contingent tarifaire visé à l'annexe III. A»

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Il s'applique à compter du 1^{er} janvier 2007.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 22 décembre 2006.

Par la Commission
Mariann FISCHER BOEL
Membre de la Commission

ANNEXE I
«ANNEXE III.A
CONTINGENT TARIFAIRE DANS LE CADRE DES ACCORDS GATT/OMC SPÉCIFIÉS PAR PAYS D'ORIGINE:
BEURRE NÉO-ZÉLANDAIS

Code NC	Désignation des marchandises	Pays d'origine	Contingent annuel du 1 ^{er} janvier au 31 décembre (quantités en tonnes)	Contingent semestriel maximal (quantités en tonnes)	Contingent Partie A Numéro du contingent 09.4195	Contingent Partie B Numéro du contingent 09.4182	Taux du droit à l'importation (en EUR par 100 kg poids net)	Règles pour l'établissement des certificats IMA 1
ex 0405 10 11 ex 0405 10 19	Beurre d'au moins six semaines, d'une teneur en poids de matières grasses égale ou supérieure à 80 % mais inférieure à 82 %, obtenu directement à partir de lait ou de crème, sans recours à des matériels stockés, selon un processus unique, autonome et ininterrompu	Nouvelle-Zélande	77 402 tonnes	<u>janvier-juin 2007</u> 42 572 tonnes	23 415 tonnes	19 157 tonnes	86,88	Voir annexe IV
ex 0405 10 30	Beurre d'au moins six semaines, d'une teneur en poids de matières grasses égale ou supérieure à 80 % mais inférieure à 82 %, obtenu directement à partir de lait ou de crème, sans recours à des matériels stockés, selon un processus unique, autonome et ininterrompu qui est susceptible d'impliquer que la crème passe par un stade de concentration de la matière grasse butyrique et/ou de fractionnement de cette matière grasse (les procédés dénommés "Ammix" et "Tartinable")			<u>juillet-décembre 2007</u> 34 830 tonnes	19 156 tonnes	15 674 tonnes		
				<u>Contingent semestriel à partir de janvier 2008</u> 38 701 tonnes	21 286 tonnes	17 415 tonnes*		

ANNEXE II

«ANNEXE III.B

CONTINGENT TARIFAIRE DANS LE CADRE DES ACCORDS GATT/OMC SPÉCIFIÉS PAR PAYS D'ORIGINE: AUTRES

Numéro du contingent	Code NC	Désignation des marchandises	Pays d'origine	Contingent annuel du 1 ^{er} janvier au 31 décembre (quantités en tonnes)	Taux du droit à l'importation (en euros par 100 kg poids net)	Règles pour l'établissement des certificats IMA 1
09.4522	0406 90 01	Fromages destinés à la transformation ⁽¹⁾	Australie	500	17,06	Voir annexe XI, points C et D
09.4521	ex 0406 90 21	Cheddar en formes entières standard (meules ayant un poids net de 33 kg inclus à 44 kg inclus et les blocs de forme cubique ou parallélépipédique ayant un poids net égal ou supérieur à 10 kg), d'une teneur minimale en matières grasses de 50 % en poids de la matière sèche, d'une maturation d'au moins trois mois	Australie	3 711	17,06	Voir annexe XI, point B
09.4513	ex 0406 90 21	Cheddar fabriqué à partir de lait non pasteurisé, d'une teneur minimale en matières grasses de 50 % en poids de la matière sèche, d'une maturation d'au moins neuf mois, d'une valeur franco frontière ⁽²⁾ égale ou supérieure par 100 kg de poids net à: EUR 334,20 en formes entières standard, EUR 354,83 pour les fromages d'un poids égal ou supérieur à 500 g, EUR 368,58 pour les fromages d'un poids net inférieur à 500 g. L'expression "en formes entières standard" s'applique: aux meules ayant un poids net de 33 kg inclus à 44 kg inclus, aux blocs de forme cubique ou parallélépipédique ayant un poids net égal ou supérieur à 10 kg.	Canada	4 000	13,75	Voir annexe XI, point A
09.4515	0406 90 01	Fromages destinés à la transformation ⁽³⁾	Nouvelle-Zélande	4 000	17,06	Voir annexe XI, points C et D
09.4514	ex 0406 90 21	Cheddar en formes entières standard (meules ayant un poids net de 33 kg inclus à 44 kg inclus et les blocs de forme cubique ou parallélépipédique ayant un poids net égal ou supérieur à 10 kg), d'une teneur minimale en matières grasses de 50 % en poids de la matière sèche, d'une maturation d'au moins trois mois	Nouvelle-Zélande	7 000	17,06	Voir annexe XI, point B

⁽¹⁾ Le contrôle de l'utilisation pour cette destination particulière se fait par application des dispositions communautaires prévues en la matière. Les fromages visés sont considérés comme transformés lorsqu'ils ont été transformés en produits relevant de la sous-position 0406 30 de la nomenclature combinée. Les dispositions des articles 291 à 300 du règlement (CEE) n° 2454/93 s'appliquent.

⁽²⁾ Est considérée comme valeur franco frontière le prix franco frontière du pays exportateur ou le prix fob du pays exportateur, ces prix étant augmentés d'un montant correspondant aux frais de transport et d'assurance jusqu'au territoire douanier de la Communauté.

⁽³⁾ Le contrôle de l'utilisation pour cette destination particulière se fait par application des dispositions communautaires prévues en la matière. Les fromages visés sont considérés comme transformés lorsqu'ils ont été transformés en produits relevant de la sous-position 0406 30 de la nomenclature combinée. Les dispositions des articles 291 à 300 du règlement (CEE) n° 2454/93 s'appliquent.»